

Les subsides

gouvernement. A ces chiffres, il convient d'ajouter 6.6 milliards en sorties de capitaux non identifiés. Nous avons donc eu une sortie de capitaux totalisant 8.9 milliards et non une entrée nette de capitaux de 5.5 milliards. Les investissements directs représentaient 2.3 milliards, et il y avait 6.6 milliards non identifiés. C'est une des raisons de la baisse du dollar canadien.

M. Pepin: En conclusion . . .

M. Crosbie: Monsieur le Président, je vais terminer mon explication, puisqu'il y a consentement unanime.

Imaginez un ministre des Finances capable de commettre une erreur aussi énorme en répondant à des questions à la Chambre. Il devrait remettre sa démission dès lundi, monsieur le Président. La seule année où la perte d'investissements a dépassé celle de 1983 a été 1981, à cause du Programme énergétique national du même ministre, à l'époque où il était M. Hyde, l'homme fort de la scène des investissements internationaux; aujourd'hui, c'est le Dr. Jekyll. Il nous présente désormais son autre personnalité, en tant que ministre des Finances. En 1981, le PEN et l'AEIE nous ont fait perdre pour 20.3 milliards d'investissements, dont 11.3 milliards en investissements directs. En 1981, nous avons encore perdu de l'argent. Les Canadiens et les étrangers qui avaient de l'argent à investir au Canada le sortent du pays. Si ce n'était pas le cas, monsieur le Président, pourquoi le dollar canadien serait-il en difficulté à un moment où nous avons un excédent commercial et un solde positif de nos comptes courants?

Les députés m'ont donné leur consentement unanime pour que je termine mes observations, monsieur le Président. Je vais donc conclure en disant que tous ces facteurs montrent qu'il est temps que le ministre reconnaisse l'échec de sa politique. Étant donné qu'il a admis qu'il pouvait apporter certains correctifs et qu'il a changé d'avis lundi dernier, il devrait agir en conséquence immédiatement. Il existe 1,476,000 raisons d'apporter ces correctifs; c'est le nombre officiel des chômeurs. Il existe 600,000 raisons supplémentaires de prendre de telles mesures; c'est le nombre de chômeurs canadiens qui ne figurent pas dans les statistiques.

Si le gouvernement n'agit pas, monsieur le Président, cette résolution réclame sa démission. Il est au pouvoir depuis quatre ans, et cette période a été très difficile pour les Canadiens sur le plan économique. Il est temps de remplacer le gouvernement actuel par un autre qui abordera les problèmes d'une autre manière et qui aura le courage de prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire de renverser la politique économique en vigueur, de mettre un terme à l'indolence, à la longue série des déficits des 12 ou 14 dernières années, auxquels le gouvernement n'a pas eu le courage de s'attaquer.

Il est temps que les électeurs aient l'occasion de montrer s'ils veulent que le parti qui gouverne depuis quatre ans revienne au pouvoir, avec peut-être un nouveau chef. Nous savons tous que la question qui se pose maintenant est celle-ci: «Seriez-vous prêt à acheter un gouvernement usagé à ce nouveau chef, M. Turner?» C'est la question qu'il va falloir poser aux Canadiens . . . «Voulez-vous acheter un gouvernement usagé à ce monsieur, ou voulez-vous essayer un parti qui n'a cessé de critiquer la politique économique ruineuse des quatre ou cinq dernières

années?» C'est le parti que je représente, monsieur le Président.

Merci de m'avoir donné le temps de terminer, monsieur le Président.

M. Riis: Monsieur le Président, j'aime toujours les commentaires du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). J'ai une question en deux parties à lui poser. Il me semble que lorsqu'il était ministre des Finances, il a renommé le M. Bouey au poste de gouverneur de la Banque du Canada. Connaissant les antécédents de M. Bouey, son opinion en matière de politique monétaire et de taux d'intérêt était claire. Pourquoi le député a-t-il renommé le gouverneur Bouey, sachant d'où il venait, pour employer le parler populaire?

Le député a reproché au ministre des Finances d'avoir dit que l'on ferait des rajustements s'il le fallait. Pourrait-il nous dire brièvement en quoi consisteraient ses rajustements si on lui donnait l'occasion de les faire?

● (1620)

M. Crosbie: Monsieur le Président, je remercie le député de me donner cette occasion de répondre à ces questions. Il ne devrait pas faire l'erreur stupide de blâmer M. Bouey de la situation économique actuelle. Il est le seul, le gouverneur de la Banque du Canada, à s'interposer entre nous et un désastre économique complet et total. M. Bouey n'est pas responsable de cette situation. Elle est le résultat de la politique pratiquée par le gouvernement au cours des 10 ou 12 dernières années. Celui-ci a tellement affaibli notre économie avec ses déficits toujours plus élevés, que nous connaissons trop bien, et ses politiques économiques, que la seule chose qui empêche que le Canada ne devienne une république bananière et ne sombre dans le chaos économique, c'est M. Bouey, qui essaie de défendre notre monnaie. Il essaie de faire en sorte que nous ayons encore un pays qui puisse supporter la concurrence internationale et qui ne connaisse pas une fois de plus une inflation ruineuse.

Que deviendraient les taux d'intérêt si nous laissons le dollar baisser de 10 ou 15c., ou quel que soit le montant, puis se produire un autre cycle d'inflation? Tout recommencerait à nouveau. Où tomberait le dollar canadien? Au cours des quatre dernières années, monsieur le Président, il a été dévalué de quelque chose comme 22 ou 23 p. 100. Ce n'était pas la solution. Cela n'a amené aucun miracle économique. Supposons qu'on le dévalue encore de 25 p. 100, qu'est-ce que cela ferait d'autre que nous mettre sur la pente rapide du chaos économique et d'une inflation ruineuse. Voulons-nous être un autre Brésil, avec une inflation de 250 p. 100, un autre Israël, ou un autre de ces pays qui ne peuvent contenir l'inflation?

Ce n'est pas M. Bouey, c'est la politique du gouvernement, particulièrement dans le domaine fiscal, qui a conduit l'économie canadienne à la situation où elle est actuellement. Ce n'est pas la faute de M. Bouey. Si le gouverneur de la Banque n'était pas là, nous devrions en inviter un autre. Par conséquent, ne nous préoccupons pas de lui. C'est le gouvernement qui est responsable de ce naufrage, pas M. Bouey. Son comportement est la conséquence de la politique du gouvernement.